

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE POUR LE PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE - AFFECTATIONS POUR
L'AMÉNAGEMENT CULTUREL ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE - 5ÈME RAPPORT 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 : Fiches Labels	11
Annexe 2 : Fiches projets	26
Annexe 3 : Fiche-projet EX089523 modifiée - Commune de Triel-sur-Seine (78)	49

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'objet du présent rapport concerne le soutien à la restauration et la valorisation du patrimoine.

Dans ce cadre, il est proposé une affectation globale de :

- **782 896 €** en autorisation de programme
- **8 000 €** en autorisation d'engagement

1. Deuxième campagne 2025 d'attribution du label « Patrimoine d'intérêt régional »

La délibération-cadre n° CR 2017-84 modifiée du 6 juillet 2017 pour une politique ambitieuse de valorisation du patrimoine crée un label « Patrimoine d'intérêt régional » et présente le règlement d'intervention de soutien au patrimoine labellisé. La délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017 définit les modalités de ce label, modifiées par la délibération n° CR 2020-015 du 5 mars 2020.

Le présent rapport propose **d'attribuer le label à 9 sites** non protégés en fonction de la qualité de l'architecture et/ou de leur intérêt au regard de l'histoire de l'Île-de-France. Le patrimoine labellisé est représentatif de la diversité des patrimoines franciliens tout en esquissant de grandes thématiques structurantes : patrimoine rural, industriel, architecture du XXème siècle, cité-jardin, art public, maison d'artiste ou de villégiature.

L'octroi de ce label doit permettre la création de parcours proposés aux publics pour une meilleure attractivité touristique de sites souvent méconnus. Le label ouvre des possibilités de financement dans le cadre d'opérations de restauration ou de projets de valorisation.

Les **9 candidatures** proposées sont présentées en **annexe 1** à la présente délibération.

2. Soutien à la restauration du patrimoine

2.1 Soutien au patrimoine protégé : 6 subventions pour un montant total de 537 087 €

- **3 subventions** pour un montant de **445 109 €** au titre du soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH ;
- **1 subvention** pour un montant de **64 213 €** au titre du soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH ;
- **1 subvention** pour un montant de **15 000 €** au titre du soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH ;
- **1 subvention** pour un montant de **12 765 €** au titre du soutien à la restauration du patrimoine mobilier inscrit MH ;

Ces opérations relèvent de la politique régionale de valorisation du patrimoine votée par la délibération n° CR 2017-84 modifiée du 6 juillet 2017 et par la délibération CR 2020-015 du 5 mars 2020 pour une politique du patrimoine renforcée.

2.2 Soutien à la restauration du patrimoine labellisé d'intérêt régional

- **2 subventions** pour un montant de **42 339 €** au titre du soutien à la restauration et à

l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional.

Ces opérations relèvent de la politique régionale de valorisation du patrimoine votée par la délibération n° CR 2017-84 modifiée du 6 juillet 2017 et par la délibération CR 2020-015 du 5 mars 2020 pour une politique du patrimoine renforcée

2.3 Investissement culturel - aide à la construction et à la restauration des orgues

- **1 subvention** pour un montant de **6 714 €** au titre de l'aide à l'investissement culturel
- **aide à la construction et à la restauration des orgues**

Cette opération relève de la politique régionale du soutien à l'investissement culturel votée par la délibération modifiée n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017.

2.4 Bonus patrimoine du Contrat rural (COR)

Conformément à la politique régionale du Bonus patrimoine du Contrat rural, votée par délibération n° CR 2020-073 du 14 décembre 2020 qui permet de venir en complément d'une subvention octroyée dans le cadre du dispositif COR dont le règlement modifié a été voté par la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022, il est proposé de soutenir **1 projet** de restauration du patrimoine francilien pour un **montant de 196 756 €**.

Au total, en investissement, il est proposé **10 affectations** pour un montant de **782 896 €**, en autorisation de programme disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312- 014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2025.

Ces opérations sont présentées en **annexe 2** à la présente délibération.

3. Aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine - Attribution de 1 subvention en fonctionnement pour un montant global de 8 000 €

Cette opération relève de la politique régionale adoptée par délibération n° CR 2017-084 modifiée le 6 juillet 2017 relative au soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine. Il est proposé de soutenir **1 projet** de mise en valeur du patrimoine francilien. Ces opérations sont présentées en annexe 2 à la présente délibération.

Il est proposé d'affecter un montant de **8 000 €** en autorisation d'engagement disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2025.

Cette opération est présentée en **annexe 2** à la présente délibération.

Cette affectation est rendue possible par un transfert de **8 000 €** de l'action 13100501 « Soutien au spectacle vivant », programme HP311-005 « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles » vers l'action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine », programme HP312-014 « Développement du patrimoine en région », code fonctionnel 312 « Patrimoine » ; au sein du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ».

4. Correction de la fiche-projet EX089523 sans incidence financière

Par délibération n° CP 2025-089, une subvention de 200 000 € a été votée en commission permanente du 27 mars 2025 en faveur de la commune de Triel-sur-Seine (78), pour la tranche 1

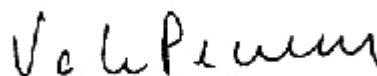
des travaux de restauration de l'église Saint-Martin. En raison d'une erreur matérielle, la base subventionnable et le taux d'intervention sont erronés. Il est proposé de corriger ces deux erreurs de la fiche-projet EX089523. Le montant de la subvention n'est pas concerné par cette modification.

Cette erreur n'impacte pas la convention qui n'a pas encore été signée et qui prendra bien en compte les modifications apportées par la présente délibération. La convention est conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée.

La fiche-projet modifiée est présentée en **annexe 3** de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

POLITIQUE RÉGIONALE POUR LE PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE - AFFECTATIONS POUR L'AMÉNAGEMENT CULTUREL ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE - 5ÈME RAPPORT 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315;

VU la délibération n° CR08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP16-543 du 13 décembre 2016 relative aux affectations pour l'aménagement culturel et la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CR2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR2017-84 du 6 juillet 2017 modifiée pour une politique régionale ambitieuse de valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CR2017-191 du 23 novembre 2017 modifiée Pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel ;

VU la délibération n° CP2017-506 du 20 septembre 2017 approuvant la déclinaison du dispositif '100 000 stages pour les jeunes franciliens ' avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CP2017-547 du 22 novembre 2017 modifiée relative à la mise en œuvre du label Patrimoine d'intérêt régional ;

VU la délibération n° CP2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant-type aux conventions-type ;

VU la délibération n° CP2019-316 du 3 juillet 2019 approuvant la convention de partenariat avec la Fondation du Patrimoine pour le soutien au patrimoine non protégé ;

VU la délibération n° CR2020-015 du 5 mars 2020 portant adoption du règlement d'intervention du soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional ;

VU la délibération n° CR 2020-073 du 14 décembre 2020 portant sur diverses mesures en faveur des franciliens (1ère partie) et approuvant le dispositif « Bonus Patrimoine » ;

VU la délibération n° CP2021-025 du 21 janvier 2021 relative aux affectations pour l'aménagement culturel et la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CR2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR2022-046 du 6 juillet 2022 portant adoption du Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027

VU la délibération n° CR2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP2022-346 du 23 septembre 2022 modifiée approuvant la convention-type relative au soutien aux projets oeuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP2022-392 du 23 septembre 2022 approuvant la convention-type aménagement culturel ;

VU la délibération n° CR2023-025 du 31 mai 2023 portant adoption du règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n°CP2023-155 du 01 juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-186 du 5 juillet 2023 approuvant la convention-type du dispositif Bonus Patrimoine ;

VU la délibération n° CP2023-288 du 5 juillet 2023 « Oriane, Agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation » ;

VU la délibération n° CP2025-089 du 27 mars 2025 relative aux affectations pour l'aménagement culturel et la valorisation du patrimoine ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-223 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Deuxième campagne 2025 d'attribution du label « Patrimoine d'intérêt régional »

Approuve les candidatures déposées au titre du label pour les projets détaillés en **annexe 1** à la présente délibération.

Article 2 : Soutien à la restauration du patrimoine protégé au titre des monuments historiques

Décide de participer, au titre des dispositifs de soutien à la restauration, au financement des projets détaillés en **annexe 2** à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel **de 537 087 €**.

Subordonne le versement des subventions des dispositifs de soutien au patrimoine protégé à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n°CP2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **537 087 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2025.

Article 3 : Soutien à la restauration du patrimoine labellisé d'intérêt régional

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien à la restauration du patrimoine au financement des projets détaillés en **annexe 2** à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **42 339 €**.

Subordonne le versement des subventions des dispositifs de soutien au patrimoine labellisé à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **42 339 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2025.

Article 4 : Soutien à l'investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif de soutien « Investissement culturel – Construction et restauration des orgues » au financement des projets détaillés en **annexe 2** à la délibération, par l'attribution de 4 subventions pour un montant maximum prévisionnel de **6 714 €**.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 714 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », Action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2025.

Article 5 : Bonus Patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif nouveau contrat rural nommée Bonus Patrimoine

au financement des projets détaillés en **annexe 2** à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **196 756 €**.

Subordonne le versement des subventions soutien à la restauration dans le cadre du dispositif « Bonus patrimoine » à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type « Bonus Patrimoine » approuvée par la délibération n° CP 2023-186 du 5 juillet 2023 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **196 756 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2025.

Article 6 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif de soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine au financement de projets détaillés en **annexe 2** à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **8 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération CP2022-346 du 23 septembre 2022 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2025.

Article 7 : Modification de la fiche projet EX089523 pour faire suite à une erreur matérielle

Approuve la fiche projet modifiée en annexe 3.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'alinéa 3 article 17 et l'alinéa 3 article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches Labels

DOSSIER EX083443 – Ferme de Malassise, Mormant (77)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Ferme de Malassise

Commune : Mormant

Département : Seine-et-Marne

Datation : XVIIe (?) – XVIIIe – XIXe siècles

Description synthétique : patrimoine rural

Identité du propriétaire : Bloom Immobilier – Pauline Albenque

Délimitation de la labellisation : Bâties anciens au sud de la parcelle (cad. 2024 OC 0274), à l'exception de la maison de maître ; parcelle de l'étang (cad. 2024 OC 0038).

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La ferme de Malassise, située sur des terres marécageuses, est localisée à 2 km au sud du centre-bourg de Mormant. Il s'agit d'une ferme fortifiée dont les origines remonteraient au XIIIe siècle. Malgré des dénaturations ponctuelles – menuiseries, petite tour crénelée fantaisiste et petite extension polygonale sur l'étang d'origine incertaine – elle présente les éléments caractéristiques des fermes briardes fortifiées et protégées par l'eau. Parmi les éléments architecturaux remarquables figurent des charpentes imposantes couvrant les anciennes granges et la porte charretière donnant accès à la cour fermée.

Au sein de la douzaine de fermes repérées dans le canton de Mormant, Malassise est l'une des rares à présenter un tel niveau d'authenticité. A l'exception d'un pigeonnier, elle présente toutes les dispositions d'une ferme modèle. Elle peut être comparée à la ferme des Epouisses voisine, à Bombon, classée monument historique en 1981.

La ferme de Malassise est la deuxième ferme labellisée à Mormant, après la ferme Bachelier située dans le centre-bourg.

DOSSIER EX091879 – Halle du marché de Nangis (77)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Marché

Commune : Nangis

Département : Seine-et-Marne

Datation : 1881

Description synthétique : Halle de marché à structure métallique « en parapluie » dérivée du type Baltard

Identité du propriétaire : Commune de Nangis

Délimitation de la labellisation : halle seule (cad. 2022 AI 208)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La halle du marché de Nangis a été construite en 1880-1881, sur décision de la commune, à l'emplacement d'une ancienne halle en bois datant du XVII^e siècle et devenue trop vétuste. Elle est l'œuvre de Gabriel Cottin, architecte, de l'entreprise de constructions métalliques Nicaise (Villejuif), de la menuiserie Billy (Provins), du couvreur Lehu et du peintre Moreau, entrepreneurs à Nangis. Comme pour la halle du marché de Meaux construite l'année précédente (dont l'inscription au titre des monuments historiques a reçu un vote favorable lors de la CRPA du 17 juin 2025), le couple architecte-constructeurs interprète ici le fameux modèle des halles Baltard qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, fait autorité. Sa structure métallique est en effet composée de colonnes de fonte surmontées d'une charpente à lanterneau, conçue comme un « parapluie de fer » dans un souci hygiéniste très marqué.

Proportionnée à son usage, elle est de taille modeste : ses 12 colonnes supportent une charpente à simple nef couvrant une plateforme horizontale de 15,5 x 27 mètres, soit une superficie de 418,5 m². Le dessin de ses colonnes comme de celui des

équerres à entrelacs témoigne d'un soin évident. Considérant la disparition rapide des halles métalliques de cette génération du fait de leur remplacement par des halles en béton à partir des années 1930, la halle de Nangis présente un intérêt patrimonial incontestable.

DOSSIER EX092416 – Eglise Notre-Dame-en-sa-Nativité, Voisins-le Bretonneux (78)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : église Notre-Dame-en-sa-Nativité

Commune : Voisins-le-Bretonneux

Département : Yvelines

Datation : XVIe, XVIIIe, XIXe s.

Description synthétique : église paroissiale

Identité du propriétaire : commune de Voisins-le-Bretonneux

Délimitation de la labellisation : église (cad. 2018 AP 30)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Cette église en meulière, majoritairement construite au XVIe s., se distingue par son caractère vernaculaire et par son insertion dans le tissu urbain du cœur de ville. Fait devenu très rare, elle est encore entourée du cimetière qui voisinait toujours les églises.

Elle est constituée d'un vaisseau unique de deux travées, prolongé d'un chevet plat tourné vers l'orient, lui-même flanqué de deux chapelles et d'une sacristie, construites en 1709, qui forment un transept. Le clocher, qui jouxte la façade occidentale, a été reconstruit et son couvrement modifié en 1861. Détruit en 1944, il a été reconstruit en 1985 d'après son dernier état connu. Les vitraux, du XIXe, milieu XXe et début XXIe, sont tous de grande qualité. Une importante campagne de restauration menée en 2017 a révélé de beaux et très simples décors peints qui ont pu être restitués, révélant l'élégance et l'homogénéité de cette église, très représentative, dans sa simplicité et sa modestie, des petites églises de campagne franciliennes.

DOSSIER EX092418 – Colombier, Milly-la-Forêt (91)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : colombier

Commune : Milly-la-Forêt

Département : Essonne

Datation : XV^e siècle (?)

Description synthétique : colombier de plan circulaire

Identité du propriétaire : commune de Milly-la-Forêt

Délimitation de la labellisation : édifice (cad. 2025 AI 728)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le colombier de Milly-la-Forêt se trouve au nord-est de l'ancienne ville close, en bordure du Parc du Moustier, jardin public installé à l'emplacement supposé d'un ancien monastère. Le colombier primitif aurait été détruit lors de la guerre de Cent Ans et reconstruit, selon toute vraisemblance, au XV^e siècle. De plan circulaire, il prend la forme d'une large tour bâtie en petit appareil et couronnée d'une corniche.

Il a fait l'objet d'une restauration de grande qualité entre 2021 et 2023, qui a permis de restaurer et de restituer ses dispositions d'origine (parements extérieurs et intérieurs, dallage intérieur, charpente, et surtout échelles tournantes).

Cet édifice est un vestige particulièrement remarquable du passé médiéval de la ville de Milly-la-Forêt. A l'échelle régionale, ce colombier constitue un des rares témoignages de l'architecture vernaculaire du bas Moyen Âge. Il se distingue donc par sa rareté et son caractère d'exemplarité.

DOSSIER EX092415 – Vestiges du patrimoine Renault, Boulogne-Billancourt (92)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : bâtiment administratif d'entreprise, jardin, portes cochères, pont

Commune : Boulogne-Billancourt

Département : Hauts-de-Seine

Datation : 1919, 1928

Description synthétique : Vestiges Renault : Bâtiment X (direction Renault) aujourd'hui bâtiment Pierre Dreyfus, « cabanon » reconstitué de Louis Renault, jardin et grilles, mur d'enceinte et pavillons latéraux (propriétés Renault), portes cochères (propriété et gestion Grand Paris Seine Ouest), pont métallique Daydé (gestion GPO)

Identité des propriétaires : SICOFRAM (propriété Renault) et Grand Paris Seine Ouest

Délimitation de la labellisation : Cad. 2022 BD 105 (bâtiment Dreyfus), non cad. (pont Daydé)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'ensemble des ateliers de production Renault a aujourd'hui disparu à Boulogne-Billancourt – à l'exception, sur la place Jules Guesde, d'une façade désormais intégrée au lycée Simone-Veil et, sur le quai Georges Grose, de la silhouette de l'atelier 57 Métal de Claude Vasconi. Sont toutefois conservés quelques vestiges prestigieux du patrimoine de l'entreprise. D'une part le célèbre "cabanon" reconstitué à la demande de Louis Renault, en souvenir du montage de sa première voiturette en 1898. D'autre part le bâtiment administratif d'entreprise ("Bâtiment X" puis Pierre Dreyfus) construit à partir de 1919 pour regrouper les fonctions d'étude et d'administration, et dont la façade ordonnancée, les éléments de décor néoclassiques, la mise en œuvre soignée (calepinages de briques) et les deux escaliers intérieurs monumentaux (en marbre) traduisent les fonctions de réception et d'appart. Il est entouré et mis en valeur par un jardin de 3500 m² où se trouve notamment exposé un char F17 (décisif dans le dénouement de la Première Guerre mondiale). Ce « jardin d'honneur » est fermé d'un mur d'enceinte en brique dont les deux portes cochères monumentales portent le nom de l'entreprise. Enfin, le label distingue le fameux « Pont Daydé » (144 x 12 m, trois travées, structure métallique de 285 t) conçu en 1925-1926 par Bertrand de Fontviolant (professeur de résistance des matériaux à l'École centrale) et réalisé en 1928 par

l'entreprise Daydé (ponts de Bir-Hakeim, Notre-Dame, La Roche-Bernard...) pour relier, par le rail puis la route, les ateliers du Trapèze à ceux de l'Île Seguin. Ces éléments doivent constituer les principaux marqueurs physiques d'un parcours mémoriel relatif à l'histoire industrielle, sociale et patrimoniale des usines Renault à Boulogne-Billancourt.

DOSSIER EX092421 – Villa Bourières, galerie néogothique et puits du Parc de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés (94)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : villa, galerie, puits

Commune : Saint-Maur-des-Fossés

Département : Val-de-Marne

Datation : années 1850, 1904

Description synthétique : Villa néo-renaissance, galerie de cloître néogothique et puits, construits sur les vestiges de l'abbatiale de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés

Identité du propriétaire : Commune de Saint-Maur-des-Fossés

Délimitation de la labellisation : Villa, galerie et puits (cad. 2022 AI 208)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La villa Bourières, la galerie néogothique et le puits de l'ancien théâtre de plein-air du Parc de l'abbaye de Saint-Maur ont été construits entre le milieu du XIXe siècle et au début du XXe siècle sur les ruines de l'ancien monastère bénédictin. À la différence de ces dernières, classées au titre des monuments historiques en 1988, cet ensemble ne bénéficie d'aucune protection ni d'aucune distinction. Il se distingue toutefois par son originalité patrimoniale et sa dynamique de projet. La villa Bourières, de style néo-renaissance, a été construite à l'initiative d'Edouard Bourières, pharmacien parisien passionné d'archéologie et propriétaire du site depuis 1858, à qui l'on doit la redécouverte des vestiges de la crypte, des chapiteaux et du mur du cellier roman de l'ancienne abbaye. La villa, de style néo-renaissance, est l'œuvre du frère du propriétaire, l'architecte agenais Gustave Bourières, architecte départemental du Lot-et-Garonne

impliqué notamment dans la restauration du château de Xaintrilles et de nombreuses églises. Aujourd'hui propriété de la commune comme l'ensemble du Parc, la Villa Bourières doit prochainement devenir, sous le nom de « Maison du Patrimoine », le centre d'interprétation du patrimoine de l'abbaye et de la commune.

La galerie néogothique qui la borde, ainsi que le puits construit à l'emplacement de l'ancien cloître – puits également inspiré d'exemples médiévaux popularisés par Viollet-le-Duc – sont les vestiges du théâtre de plein-air construit en 1904 à l'initiative de l'homme de lettres et dramaturge (puis sénateur) Adolphe Maujan pour illustrer son œuvre la plus célèbre : *Jacques Bonhomme*, drame à grand spectacle. Il est l'œuvre de l'architecte Alexandre Pâquet, de l'épouse de Maujan, Mathilde Van Donghen, artiste peintre, et du sculpteur Julien-Prosper Legastelois. On sait qu'Adolphe Maujan fut l'un des promoteurs du fameux Théâtre antique de la Nature de Champigny, inauguré en 1905 et détruit à partir des années 1930. Les vestiges du théâtre de verdure de Saint-Maur se distinguent ainsi, non seulement par leurs qualités esthétiques mais aussi par leur rareté. Avec la villa Bourières, ils forment un ensemble indissociable.

DOSSIER EX090919 – Hôtel de ville, Deuil-la-Barre (95)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Hôtel de ville

Commune : Deuil-la-Barre

Département : Val d'Oise

Datation : 1935

Description synthétique : hôtel de ville Art déco

Identité du propriétaire : commune de Deuil-la-Barre

Délimitation de la labellisation : l'hôtel de ville hors extension (cad. 2015 AE 506)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Ce bâtiment d'une homogénéité remarquable a été construit en 1935 par l'architecte val d'Oisien Louis Ponsin (1877-1949), formé à l'Ecole des beaux-arts et dernier d'une lignée d'architectes. L'hôtel de ville de Deuil-la-Barre arbore dans tous ses principaux éléments l'élégante monumentalité qui caractérise le style Art déco : les hautes baies ornées d'ouvrages en serrurerie, balcon et garde-corps, aux lignes entrelacées, le hall et ses décors de mosaïque au sol, son escalier d'honneur tournant à deux volées, la galerie du premier étage et la salle des mariages, qui occupent toute la longueur du bâtiment. Le peintre paysagiste Henri Prosper Wirth (1869-1947) a décoré l'escalier et la galerie de vastes peintures murales décrivant les travaux de la ville et des champs. Fait rare, la salle des mariages, dominée à chaque extrémité par d'imposantes cheminées à gradins en marbre rouge, conserve encore une partie de son mobilier d'origine : table modulable composée d'une dizaine d'éléments, et fauteuils. Ponsin a également construit dans le même style, en 1936, le théâtre de la ville, labellisé en 2024.

**DOSSIER EX088275 – Château d'Hérouville avec son studio d'enregistrement,
Hérouville-en-Vexin (95)**

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Château d'Hérouville

Commune : Hérouville-en-Vexin

Département : Val-d'Oise

Datation : 2e quart XVIIIe siècle ; 2e moitié XXe siècle

Description synthétique : patrimoine mémoriel

Identité du propriétaire : Société Civile d'Attribution (SCIA) du Château d'Hérouville

Délimitation de la labellisation : château, communs et parc (cad. 2024 C 624, 625, 626, 627)

**INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA
DELIBERATION**

Le château d'Hérouville est situé au nord-est de Pontoise, au sein du parc naturel régional du Vexin français. Sa construction remontrait au 2e quart du XVIIIe siècle et est attribuée à l'architecte Pierre-François Godot. De l'édifice primitif, seules subsistent les deux ailes, le corps central ayant été détruit entre les années 1860 et 1900. En dépit des transformations dont a fait l'objet le château d'Hérouville depuis sa construction, cet édifice conserve un rôle important au sein du tissu urbain de la commune et constitue un élément remarquable du patrimoine local, aux côtés de l'église Saint-Clair classée au titre des monuments historiques.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, le château d'Hérouville acquiert une renommée mondiale sous l'impulsion du compositeur Michel Magne, qui y crée un studio d'enregistrement résidentiel. Avec ce concept novateur, la demeure devient rapidement un lieu de création incontournable pour les icônes mondiales de la pop des années 1970 et 1980 telles que Elton John, David Bowie, Iggy Pop, Pink Floyd ou

encore les Bee Gees.

Après trois décennies d'abandon, le château d'Hérouville est acquis en 2015 par trois passionnés de musique, qui s'attachent depuis à restaurer l'édifice et à lui rendre sa vocation de lieu de création et d'innovation. Depuis la réouverture en 2018 de son mythique studio d'enregistrement, le château d'Hérouville accueille de nouveau des artistes de renom venus tirer profit des qualités acoustiques exceptionnelles du lieu. Ainsi, le château d'Hérouville est un lieu prestigieux et emblématique pour l'histoire de la musique.

DOSSIER EX088571 – Domaine du Château Blanc, Montlignon (95)

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017



PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Domaine du Château Blanc

Commune : Montlignon

Département : Val-d'Oise

Datation : limite XIXe siècle-XXe siècle

Description synthétique : domaine de villégiature avec deux manoirs (le manoir du Château Blanc et le manoir de la Norée), une glacière et un parc

Identité du propriétaire : SCI HAZIZA

Délimitation de la labellisation : les deux manoirs, la glacière et le parc (cad. 2024 AB 216, 229)

INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Situé sur la commune de Montlignon au cœur du massif forestier de Montmorency, lieu de villégiature ancienne, le domaine dit du Château Blanc se compose d'un vaste parc de six hectares dans lequel se trouvent deux manoirs ainsi que la glacière de l'ancien château.

Lors de leur construction à la charnière des XIXe et XXe siècles, le manoir du Château de Montlignon (nommé aujourd'hui manoir du Château Blanc) et le manoir de la Norée sont installés de part et d'autre du Château Blanc. Ce dernier aurait été bâti dans les années 1830 et serait l'œuvre de l'architecte Louis Visconti. Il est démoli au milieu du XXe siècle, lors de la transformation du domaine en pensionnat pour jeunes filles. Les deux manoirs, qui auraient été édifiés pour les deux filles des époux Vacquerel, constituent de remarquables exemples de l'architecture éclectique teintée de régionalisme. Alors que le manoir du Château Blanc, qui a fait l'objet d'une restauration complète, est dominé par ses élévations en pans de bois et ses toits débordants avec

charpentes apparentes, le manoir de la Norée se distingue par un emploi plus systématique de la brique et par l'existence des oriels.
En raison de son état de conservation, cet ensemble présente un important intérêt du point de vue architectural et de l'histoire sociale de la villégiature.

Annexe 2 : Fiches projets

DOSSIER N° EX093346 - Commune de Meudon - Restauration de l'orgue de l'église Saint-Martin (92)

Dispositif : Investissement culturel - Construction et restauration des orgues (n° 00000149)

Délibération Cadre : CR2017-191 modifiée du 23/11/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041481-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction et restauration des orgues	22 380,00 € HT	30,00 %	6 714,00 €
Montant total de la subvention			6 714,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MEUDON
Adresse administrative : 6 AVENUE LE CORBEILLER
92190 MEUDON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis LARGHERO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2025 - 16 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

L'église Saint-Martin de Meudon a été construite au XIIe siècle. Plusieurs campagnes de travaux ont marqué son histoire et l'église est classée au titre des monuments historiques en 1996. De nombreux tableaux, mobiliers et objets du culte classés y sont conservés.

L'orgue, non classé, fut construit en 1864 par les facteurs Barker et Verschneider. Cet instrument a remplacé un orgue plus ancien entretenu par Merklin-Schutze. Il a ensuite été restauré et agrandi à plusieurs reprises entre 1886 et 1980.

L'orgue est installé dans un buffet néo-gothique en chêne, avec une console séparée tournée vers l'instrument.

Aujourd'hui l'orgue nécessite une remise en état urgente de ses deux soufflets, essentiels à son bon fonctionnement. Les travaux incluent :

- Dépose et nettoyage des éléments,
- Réparation des bandes de peau,
- Réparation des fuites d'air,
- Tests d'étanchéité et remise en état complète.

L'orgue est régulièrement utilisé pour des concerts, contribuant à la vie musicale du site. Des actions de médiation seront prévues après les travaux : concerts avec organistes renommés, visites guidées et ateliers pédagogiques pour les écoles, enregistrements et diffusion numérique...

L'église elle-même sera en restauration en 2026, ce qui renforcera l'impact culturel du projet.

Détail du calcul de la subvention :

Les dépenses éligibles correspondent aux montants du devis du facteur d'orgue retenu pour les travaux.

Localisation géographique :

 MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	22 380,00	100,00%
Total	22 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	15 666,00	70,00%
Subvention Région Ile-de-France	6 714,00	30,00%
Total	22 380,00	100,00%

DOSSIER N° EX091463 - Commune de Magny-en-Vexin - Restauration de l'église Notre-Dame-de-la-Nativité - Phase 2 tranche optionnelle 1 (95)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY-EN-VEXIN
Adresse administrative : 20 RUE DE CROSNE
95420 MAGNY-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LUC PUECH D'ALISSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration de l'église Notre-Dame-de-la-Nativité - Phase 2 tranche optionnelle 1

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

Édifiée à la fin du XVe siècle, sur les ruines d'une précédente église incendiée par les Anglais durant la guerre de Cent Ans, puis agrandie au cours du XVIe siècle, l'église Notre-Dame-de-la-Nativité de Magny-en-Vexin est classée au titre des monuments historiques depuis le 14 janvier 1908.

En 2019, les élévations extérieures et intérieures du bâti ont révélé des faiblesses sur les toitures et maçonneries qui se manifestaient par des fissures et des affaissements notamment dans les chapelles nord, le chœur et les bas-côtés sud et est.

Afin de protéger ce joyau du patrimoine historique du Val-d'Oise, la commune de Magny-en-Vexin a entrepris des travaux de restauration et de consolidation de l'édifice ainsi que des deux voûtes du bas-côté sud du chœur.

La commune poursuit les travaux de restauration de l'église Notre-Dame-de-la-Nativité, et propose, dans la phase 2 tranche optionnelle 1, la restauration des bas-côtés nord et sud de la nef.

Détail du calcul de la subvention :

Le règlement d'intervention prévoit un plafond de dépenses éligibles de 1 million d'euros. C'est sur cette base que sera calculée la subvention.

Localisation géographique :

■ MAGNY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	1 094 025,00	100,00%
Total	1 094 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	54 701,25	5,00%
Subvention DRAC (sollicitée)	547 012,50	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	273 506,25	25,00%
Subvention Département (sollicitée)	218 805,00	20,00%
Total	1 094 025,00	100,00%

DOSSIER N° EX092135 - Commune de Champagne-sur-Oise - Restauration de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption - tranche ferme (95)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	586 022,17 € HT	20,00 %	117 204,00 €
	Montant total de la subvention		117 204,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-OISE
Adresse administrative : 8 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE
95660 CHAMPAGNE SUR OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE CARTEADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption - tranche ferme

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dominant le paysage avec son clocher de 38 mètres, l'église Notre-Dame de l'Assomption témoigne de l'essor de l'architecture gothique en Île-de-France dès le XIIe siècle. Elle est classée au titre des monuments historiques en 1862. Sa construction s'est déroulée en plusieurs étapes, révélant une évolution architecturale sur plusieurs siècles. Une première phase de travaux se consacre à la construction du transept, du chœur, des chapelles et probablement du premier niveau du clocher. Ce n'est que quarante ans plus tard que débute la construction de la nef, des bas-côtés et du deuxième niveau du clocher, qui s'achève en 1234. Depuis, l'édifice a subi des incendies et les affres du temps, qui l'ont laissé à l'état de ruines. Ce n'est qu'à partir de 1852, et ce jusqu'en 1894, que des travaux de reconstruction et de restauration ont été effectués afin de sauver l'édifice laissé à l'abandon. D'autres campagnes de restauration sont intervenues après la Seconde Guerre mondiale, afin de réparer les dégâts causés sur l'édifice.

Un diagnostic réalisé en 2023 a permis de souligner divers désordres de l'édifice, notamment structurels. L'église présente également des pathologies courantes de surface. L'ensemble des couvertures et maçonneries souffre du développement de mousse et lichens. Les parements présentent également un encrassement lié à la pollution atmosphérique.

La présente demande de subvention concerne la tranche ferme et plus particulièrement l'assainissement de l'édifice et la restauration du porche.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des travaux pour la tranche ferme s'élève à 663 174,02 € HT. Les études préalables n'étant pas prises en compte dans le règlement d'intervention, la base subventionnable pour cette opération s'élève donc à 586 022,17 € HT.

Localisation géographique :

 CHAMPAGNE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	557 042,23	84,00%
Frais d'honoraires MOE	106 131,79	16,00%
Total	663 174,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	175 068,32	26,40%
Subvention DRAC (sollicitée)	205 107,76	30,93%
Subvention Région (sollicitée)	117 204,43	17,67%
Subvention Département (sollicitée)	165 793,51	25,00%
Total	663 174,02	100,00%

DOSSIER N° EX093110 - Commune de Montereau-Fault-Yonne - Travaux de restauration de la collégiale Notre-Dame-et-Saint-Loup - Phase 1 (77)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	639 525,00 € HT	20,00 %	127 905,00 €
	Montant total de la subvention		127 905,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77875 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 1 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

Située aux confins du Gâtinais au sud-est de la Brie au nord, Montereau-Fault-Yonne compte plus de 21 000 habitants. La collégiale Notre-Dame-et-Saint-Loup, fondée en 1195 par l'archevêque de Sens, Michel de Corbeil, fut construite entre le XIIe et le XVIe siècle et complétée au fil des siècles. Transformée en église paroissiale en 1772, elle fut classée au titre des monuments historiques en 1840, puis fit l'objet d'importants travaux au XIXe siècle puis au XXe siècle après des dégâts causés par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

Un diagnostic réalisé en 2017 a révélé un état de péril sanitaire, en particulier au niveau du chevet et de la chapelle Sainte-Geneviève-et-Sainte-Anne. Celle-ci présente un affaissement de ses fondations, un dévers inquiétant des murs, des voûtes fracturées et des infiltrations d'eau affectant les charpentes. Ces désordres structurels rendent la chapelle inaccessible au public depuis plusieurs années.

La première phase de travaux, prévue pour 2025-2026, vise à conforter cette chapelle et à restaurer les parties hautes du chevet (arcs-boutants, parements, toiture). Les interventions incluent également la reprise des fondations, la restauration des maçonneries, des charpentes, des vitraux et du mobilier.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :

🏠 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	600 000,00	93,82%
Travaux de mise en conformité	15 585,00	2,44%
Frais d'honoraires MOE	23 940,00	3,74%
Dépenses administratives - Marché public		
Total	639 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	165 828,83	25,93%
Subvention Etat (sollicitée) DRAC	255 810,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	127 905,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	89 981,17	14,07%
Total	639 525,00	100,00%

DOSSIER N° EX092802 - Commune de Fontainebleau - Remplacement des menuiseries du bâtiment de la Mission (77)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041482-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	214 043,00 € HT	30,00 %	64 213,00 €
	Montant total de la subvention		64 213,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JULIEN GONDARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 avril 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

Situé place de la République, au cœur du centre historique de la Fontainebleau, le bâtiment de la Mission est un édifice emblématique du XVII^e siècle. Construit en 1663 à l'initiative de Louis XIV pour loger les prêtres de la nouvelle paroisse Saint-Louis, il fut confié à la congrégation de la Mission fondée par Saint Vincent de Paul.

Au fil des siècles, le bâtiment - inscrit au titre des monuments historiques depuis 1949 - a connu divers usages : presbytère, tribunal, mairie, gendarmerie, et aujourd'hui, il accueille notamment l'office de tourisme du Pays de Fontainebleau, le tribunal des prud'hommes et le presbytère.

Malgré des travaux d'entretien réguliers, l'état du clos et couvert nécessite désormais une restauration complète.

La première phase du projet concerne le remplacement des menuiseries. Les fenêtres à meneaux et vitraux d'origine seront restaurées, et les vitraux disparus restitués à l'identique. Les menuiseries modernes seront remplacées par des fenêtres à double vitrage, conçues pour respecter les profils

anciens tout en améliorant l'isolation thermique et phonique. Les ferrures anciennes seront conservées et restaurées.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :

 FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	214 043,34	100,00%
Total	214 043,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	75 617,34	35,33%
Subvention Région (sollicitée)	64 213,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	64 213,00	30,00%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	4,67%
Total	214 043,34	100,00%

DOSSIER N° EX093477 - Commune de Saint-Prix - Restauration du retable majeur de l'église (95)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH (n° 00001050)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041411-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH	158 614,00 € HT	9,46 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PRIX MAIRIE
Adresse administrative : 45 RUE D ERMONT
95390 SAINT PRIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame CELINE VILLECOURT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration du retable majeur de l'église

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2025 - 17 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Située au cœur du centre-bourg médiéval, l'église de Saint-Prix a été bâtie au XIIe siècle à l'emplacement d'un édifice antérieur du XIe siècle. Actuellement, dans le cadre d'importants travaux de rénovation de l'église, inscrite au titre des monuments historiques depuis 1926, la commune souhaite accompagner ce programme par la réalisation de travaux annexes comprenant le retable majeur de l'église, classé aux monuments historiques depuis 1926. Situé dans le chœur de l'église Saint- Prix, le retable majeur est un ouvrage monumental dédié au thème de la Crucifixion. Sa composition, stylistiquement très marquée du fait de sa structure et de son iconographie, met en œuvre les trois arts majeurs, de l'architecture, de la sculpture et de la peinture.

Le retable est fortement attaqué par le mûre et les insectes xylophages, principalement en partie basse (piliers de soutien arrière, maître-autel et ailes latérales). Tous ces éléments ont été en contact et en confinement avec des murs et sol particulièrement humides. Cet état a entraîné un affaissement général de la partie basse.

Le programme de restauration vise à sauvegarder au maximum les éléments anciens tout en assurant la solidité de la structure et de l'ouvrage. L'ouvrage sera restitué dans son intégralité et dans son intégrité dans le chœur de l'église à l'issue des travaux.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au devis transmis par la commune.

Localisation géographique :

🏠 SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration du retable	135 000,00	85,11%
Frais d'honoraires MOE	16 614,00	10,47%
Travaux du chœur	7 000,00	4,41%
Total	158 614,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	56 660,00	35,72%
Subvention Etat (attribuée) Préciser le Ministère, la direction / dispositif	65 654,00	41,39%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	9,46%
Subvention Département (sollicitée)	21 300,00	13,43%
Total	158 614,00	100,00%

DOSSIER N° EX092456 - Commune de Poligny - Restauration du retable de l'église Saint-Firmin (77)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine mobilier inscrit MH (n° 00001052)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041411-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine mobilier inscrit MH	42 550,00 € HT	30,00 %	12 765,00 €
	Montant total de la subvention		12 765,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POLIGNY

Adresse administrative : 15 RUE DE LA MAIRIE
77167 POLIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur GERARD GENEVIEVE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 1 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

L'église Saint-Firmin est située à Poligny, commune de 800 habitants, au coeur de la forêt domaniale de Nanteau-Poligny. Elle fut érigée au XIVE siècle et en grande partie reconstruite au XVIIe siècle. Elle se distingue par son architecture typique du Gâtinais. Elle abrite plusieurs objets protégés dont un remarquable retable du XVIIIe siècle, inscrit au titre des monuments historiques en 1981, orné de sculptures dorées et peintes représentant notamment saint Firmin et saint Germain.


L'ensemble du retable est aujourd'hui dans un état de dégradation avancé : attaques d'insectes xylophages, éléments décoratifs manquants ou instables, attaches métalliques défectueuses, encrassement généralisé.

Le projet de restauration vise à sécuriser et restaurer l'ensemble du retable, y compris les statues, le tableau central et son cadre. Les interventions prévues comprennent le traitement préventif contre les insectes, la consolidation des structures, le nettoyage, la restitution des éléments manquants, la dorure à la feuille, ainsi que la pose de cire de protection.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :

 POLIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	42 550,00	100,00%
Total	42 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 515,00	52,91%
Subvention Etat (sollicitée) DRAC	7 270,00	17,09%
Subvention Région (sollicitée)	12 765,00	30,00%
Total	42 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX093559 - Commune de Villenoy - Aménagement des anciennes écuries de la sucrerie (77)

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	125 884,00 € HT	27,28 %	34 339,00 €
	Montant total de la subvention		34 339,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENROY
Adresse administrative : 4 RUE DE LA MARNE
77124 VILLENROY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur EMMANUEL HUDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 1 octobre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Villenoy est une commune limitrophe de Meaux et compte environ 5 000 habitants. Les anciennes écuries de la sucrerie constituent l'un des derniers vestiges de l'activité industrielle sucrière locale, initiée à la fin du XIXe siècle. Ce bâtiment en briques rouges, voisin immédiat de l'abri conique anti-aérien construit en 1939-1940, témoigne de l'histoire industrielle de la commune. Ensemble, ces deux édifices ont été labellisés "Patrimoine d'intérêt régional" en novembre 2021, reconnaissant leur valeur historique et mémorielle.

Les anciennes écuries présentent des altérations liées à des aménagements successifs. Des espaces intérieurs sont délabrés, les volumes sont cloisonnés, et certaines façades sont dénaturées. Une intervention est nécessaire pour restituer leur cohérence architecturale et valoriser leur usage patrimonial. Ainsi, les travaux prévoient la démolition d'éléments parasites (édicule, escalier), la restitution de la façade en briques, la création d'un accès vitré, la mise en accessibilité, la réfection des sols, des murs, de l'éclairage et des réseaux.

L'objectif pour la commune de Villenoy est de porter un projet de reconversion de ces écuries en un pôle pédagogique dédié à la Seconde Guerre mondiale et à la Défense passive. Ce pôle servira également de point de départ pour les visites de l'abri conique.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel présenté par la structure.

Localisation géographique :

 VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	101 271,00	80,45%
Travaux d'aménagement extérieur	13 195,00	10,48%
Honoraires de maîtrise d'œuvre (CSPS, bureau d'études...) hors études préalables et diagnostics divers	11 418,00	9,07%
Total	125 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	34 339,00	27,28%
Autres apports (mécénats...)	91 545,00	72,72%
Total	125 884,00	100,00%

DOSSIER N° EX093758 - Commune de Varennes-Jarcy - Travaux de restauration intérieure de la maison La Feuilleraie (91)

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	26 730,00 € HT	29,93 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES JARCY

Adresse administrative : PLACE ARISTIDE BRIAND
91480 VARENNES-JARCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno BEZOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration intérieure de la maison La Feuilleraie

Dates prévisionnelles : 21 octobre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Située en plein cœur du village, la propriété se compose d'une maison de maître et de dépendances ouvrant sur un grand parc paysager. La qualité de ce site, bien qu'en marge de la vallée de l'Yerres, lui a valu d'être intégré dans le périmètre classé au titre des paysages remarquables en décembre 2006.

La maison elle-même, construite au XVIII^e siècle et fortement remaniée au siècle suivant, a été occupée par des personnages célèbres, le graveur Oscar Roty, créateur de « La Semeuse », puis Antoine et Consuelo de Saint-Exupéry (1936-1940). Son architecture bénéficie d'un décor soigné : chaînes d'angle et jambes harpées, tables, tympan mouluré au-dessus de la porte d'entrée et lucarnes à frontons animent les façades.

L'établissement public foncier d'Ile-de-France a fait l'acquisition du domaine en 2009 et l'a mis à la disposition de la commune, qui en est devenue propriétaire en novembre 2019. Labellisée patrimoine d'intérêt régional en 2020, le projet de la ville est de réhabiliter la maison et d'y créer un lieu de vie, tout en continuant à mettre le parc à la disposition des Varennois.

La Feuilleraie a fait l'objet d'un important programme de rénovation intérieur en 2021 et 2022, avec une intervention sur la toiture en 2024. Aujourd'hui, la commune souhaite engager des travaux sur le parquet du grand salon, par la dépose et le remplacement de celui-ci, ainsi que le ponçage et la vitrification du

salon annexe.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond aux devis transmis par la commune, déduction faite de l'intervention sur les radiateurs. La subvention sera donc calculée sur une base subventionnable de 26 730 €.

Localisation géographique :

 VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	29 430,00	100,00%
Total	29 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	20 630,00	70,10%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 800,00	29,90%
Total	29 430,00	100,00%

**DOSSIER N° EX093714 - Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines - Exposition :
"Vie et liberté : architecture et design au tournant des années 70 " (78)**

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 933-312-657351-131014-300

Action : 13101409- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	41 200,00 € HT	19,42 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78192 TRAPPES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : exposition temporaire : Vie et liberté : architecture et design au tournant des années 70

Dates prévisionnelles : 16 juin 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF) et la prise en compte des dépenses à partir de la date de dépôt du dossier de demande.

Description :

Saint-Quentin-en-Yvelines, une ville nouvelle née dans les années 70, a été labellisée Ville et Pays d'art et d'histoire en 2006. Cette reconnaissance symbolique souligne l'importance du patrimoine du XXe siècle présent sur le territoire de la communauté d'agglomération. Depuis la fermeture du musée situé à Montigny-Bretonneux en 2024, et dans l'attente de l'ouverture d'un nouvel espace, le musée de la ville a construit une riche programmation hors les murs, au sein des différentes communes de l'agglomération. Cette programmation d'expositions permet de poursuivre la mission de valorisation des collections labellisée Musée de France et des fonds archivistiques et photographiques du musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines, tout en atteignant de nouvelles populations, plus éloignées des anciens espaces d'expositions.

En 2025, le musée de la ville prévoit de présenter l'exposition « Vie et liberté : architecture et design au tournant des années 70 », qui se déroulera du 3 octobre au 13 décembre 2025, au sein des locaux de

l'ancienne Maison pour Tous, à Elancourt. A travers cette exposition, le musée s'attachera particulièrement au patrimoine du quartier des Sept-Mares. Celui-ci constitue le centre de la première bourgade de la future ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines : celle d'Elancourt-Maurepas.

L'exposition s'attache premièrement à analyser le projet urbain des Sept-Mares qui répond à un souci d'innovation sociale, d'originalité esthétique et formelle et d'attractivité, notamment pour les jeunes. Elle explore ensuite les formes de modernité proposées par l'architecture et le design des années 1970, puis le soin apporté aux espaces publics comme lieux de rencontre, de vie sociale, de sérénité et de promenade, notamment grâce au traitement de ces espaces mais aussi à la présence de l'art public. Enfin, elle revient sur l'animation du quartier et la vie socio-culturelle qui a marqué la décennie 1975-1985.

L'exposition permettra ainsi de présenter des documents d'archives originaux ou reproduits, des maquettes d'urbanisme et d'architecture, des édifices d'architecture remarquable du quartier, des ressources iconographiques et vidéo issues du centre de ressources documentaires et audiovisuelles du musée, des documents relatifs aux oeuvres d'art présentes dans le quartier et enfin une collection de photographies et de vidéos autour de l'animation du quartier dans sa première décennie d'existence.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel transmis par la structure.

Localisation géographique :

 ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	30 000,00	72,82%
Publication	4 400,00	10,68%
Communication	1 000,00	2,43%
Action culturelle	800,00	1,94%
Autres dépenses en fonctionnement liées au projet (préciser)	5 000,00	12,14%
Total	41 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	21 200,00	51,46%
Subvention Etat (sollicitée)	5 000,00	12,14%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	36,41%
Total	41 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX093397 - Commune de Lorrez-le-Bocage-Préaux - Restauration de l'église Notre-Dame-de-la-Nativité (77)

Dispositif : Bonus patrimoine du Contrat Rural (COR) (n° 00001293)

Délibération Cadre : CR 2020-073 du 14/12/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Bonus patrimoine du Contrat Rural (COR)	781 080,00 € HT	25,19 %	196 756,00 €
	Montant total de la subvention		196 756,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LORREZ LE BOCAGE
PREAUX
Adresse administrative : RUE EMILE BRU
77710 LORREZ LE BOCAGE PREAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves BOYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2026 - 28 juin 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Lorrez-le-Bocage-Préaux (1 208 habitants) a été créée en 1972, par le regroupement des communes de Lorrez-le-Bocage et de Préaux et possède deux églises. L'église Notre-Dame-de-la-Nativité, construite au XIIe ou XIIIe siècle est située au coeur du village. Son emplacement conserve la configuration d'origine avec l'ouverture sur la place. L'église est inscrite au titre des monuments historiques en 1949 et plusieurs objets sont également protégés.

Fermée au public depuis 2021 pour raisons de sécurité, l'église présente aujourd'hui un état de dégradation avancée. La toiture est totalement désorganisée, la charpente déformée, et les infiltrations d'eau ont gravement endommagé les voûtes en plâtre. Les parements extérieurs sont altérés, les enduits intérieurs se détachent, les vitraux sont cassés, et les pierres disjointes. L'humidité, aggravée par l'absence de drainage et la présence d'enduits ciment, compromet la stabilité de l'édifice.

Face à cette situation, la commune de Lorrez-le-Bocage-Préaux a engagé un vaste projet de restauration. Une première tranche, prioritaire, concerne la réfection complète de la toiture, de la charpente et des maçonneries associées. La seconde tranche portera sur la restauration des parements intérieurs, des voûtes, des sols, des vitraux, ainsi que la mise aux normes de l'électricité et de la sécurité incendie.

Afin de soutenir ce projet de travaux, la Région a voté par délibération CP2024-248 du 27 septembre 2024 une première subvention à hauteur de 200 000 euros dans le cadre du Nouveau contrat rural (CoR). Le Bonus patrimonial vient en complément de cette subvention octroyée dans le cadre du dispositif COR

pour les collectivités de - 2000 hab.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel présenté par la structure.

La commune a fait une demande de dérogation auprès de la Préfecture pour demander un soutien public global à hauteur de 100%

Localisation géographique :

 LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Tranche 1	408 000,00	52,24%
Travaux - Tranche 2	271 200,00	34,72%
Honoraires MOE	101 880,00	13,04%
Total	781 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de la Seine-et-Marne (attribué)	150 000,00	19,20%
Région Ile-de-France (COR - attribué)	200 000,00	25,61%
Région Ile-de-France (Bonus Patrimoine COR - sollicité)	196 756,00	25,19%
DRAC (attribué)	234 324,00	30,00%
Total	781 080,00	100,00%

**Annexe 3 : Fiche-projet EX089523 modifiée - Commune de
Triel-sur-Seine (78)**

**DOSSIER N° EX089523 - Commune de Triel-sur-Seine - Restauration de l'église Saint-Martin -
Tranche 1 (78)**

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL-SUR-SEINE
Adresse administrative : 44 RUE DES CRENEAUX
78510 TRIEL SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur CEDRIC AOUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration de l'église Saint-Martin

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2024 - 15 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 17 du RBF).

Description :

L'église Saint-Martin, commencée sous Saint-Louis, au milieu du XIII^e siècle, s'élève sur les fondations d'un édifice cultuel plus ancien, ainsi que l'atteste la découverte de sarcophages mérovingiens que l'on peut admirer au musée d'archéologie nationale à Saint-Germain-en-Laye. De cette construction primitive subsistent la nef et ses deux bas-côtés, le transept et les deux travées qui précèdent la montée au chœur. La restauration entreprise au XVI^e siècle avec la construction du chœur, au-dessus du "chemin du Roy" afin de laisser un passage pour les piétons, comme le prévoyaient les édits royaux, lui donne ce caractère original que l'on ne rencontre que dans deux autres églises en France seulement. L'église Saint-Martin comporte une crypte du XVI^e siècle d'un style très rare ce qui en fait sa principale originalité. On y accède par deux portes percées dans le souterrain qui passe sous l'église. La partie centrale de la crypte comporte, outre l'escalier à vis, une salle rectangulaire voûtée d'un berceau transversal divisé par deux arcs.


L'édifice est dans un état moyen, la dernière restauration, ayant été effectuée dans la première moitié du XXe siècle, portant uniquement sur la consolidation des parties jugées comme faible. Les sculptures, les vitraux ainsi que les pierres de tailles n'ont pas été rénovés. Aujourd'hui, ils présentent un aspect plus que dégradés, les renforcements sur la structure n'étant pas efficaces.

Le programme de restauration doit comporter six phases. La première portera sur la restauration du bas-côté sud, de la façade ouest et des élévations du clocher, compris porche d'entrée, ainsi que les couvertures et vitraux du bas-côté sud, de la nef, du clocher et du croisillon sud.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable correspond au budget prévisionnel transmis par la commune. Le règlement d'intervention prévoit un plafond de 1 million d'euros pour ce dispositif. C'est sur cette base que sera calculée la subvention.

Localisation géographique :

 TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	1 203 907,00	84,19%
Etudes préalables	11 010,00	0,77%
Frais d'honoraires MOE	133 524,00	9,34%
Frais CSPS	22 254,00	1,56%
Assurances	59 343,60	4,15%
Total	1 430 038,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	648 038,60	45,32%
Subvention DRAC (attribuée)	480 000,00	33,57%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	13,99%
Subvention Département (sollicitée)	102 000,00	7,13%
Total	1 430 038,60	100,00%